

## Sénat

### Orientation et programmation du ministère de l'intérieur

Séance du 11 octobre 2022

**M. Jean-Pierre Sueur.** Ma position est difficile : M. le ministre a pris douze minutes pour détailler sa position, je ne dispose quant à moi que d'un sixième de ce temps. Je vais devoir être lapidaire.

M. le rapporteur nage dans la contradiction. Tout le monde entend que la commission des lois prépare un rapport pour décider s'il faut ou non aller vers une réforme de la police judiciaire. On ne connaît donc pas la position de la commission, on sait juste qu'elle travaille sur le sujet. M. le rapporteur soutient néanmoins qu'il faut inscrire dans le rapport annexé le rattachement de la police judiciaire au directeur départemental. C'est incompréhensible !

**M. Gérald Darmanin, ministre.** Mais non !

**M. Jean-Pierre Sueur.** Si l'on prépare un rapport sur le sujet, on ne doit pas affirmer une telle position tant que celui-ci n'aura pas été remis.

Ensuite, je connais bien Pierre Joxe, il a beaucoup parlé de réforme de la police, mais il ne me semble pas que l'on puisse trouver dans ses actes ou ses propos le moindre élément qui porterait atteinte, si peu que ce soit, à l'indépendance de la justice. (*M. le ministre s'exclame.*) Je ne pense pas que vous puissiez enrôler Pierre Joxe dans cette opération.

Enfin, monsieur le ministre, je reconnais que vous avez beaucoup de talent, mais, à mon sens, vous auriez intérêt à accepter nos amendements et à retirer ces quatre alinéas. Vous enverriez ainsi un signe aux policiers de la PJ, vous leur signifieriez qu'un dialogue est possible et que tout n'est pas terminé.

Vous nous dites que ce n'est pas ce que vous allez faire, que l'on peut ajouter deux pages au rapport annexé pour développer votre position plutôt que d'en supprimer quatre alinéas.

**Mme la présidente.** Il faut conclure !

**M. Jean-Pierre Sueur.** J'utilise au mieux mon sixième de temps, madame la présidente !

Nous n'irons pas dans ce sens, monsieur le ministre, car ajouter deux pages au rapport serait perçu comme une véritable provocation, alors même que nous nous sommes exprimés dans l'intérêt du Gouvernement.